

Les salaires, les libertés, l'Algérie :

(Suite de la première page)

vent qui, cherchant une solution, tournent les yeux vers de Gaulle et l'Etat fort, d'autres, sans négliger cette solution, espèrent tout de même tenir jusqu'à l'éclatement d'un conflit généralisé ou tout au moins s'étendant au Moyen-Orient, dans lequel ils placent tous leurs espoirs.

Dans cette perspective Mollet peut-il encore servir? C'est la question qui préoccupe les milieux dirigeants de la bourgeoisie. Chasser Mollet, présente l'inconvénient majeur d'aider au développement de la crise au sein de la SFIO et à l'élimination de la direction actuelle, de favoriser les courants favorables au Front unique ouvrier.

Paralysée dans une certaine mesure par l'arrivée au pouvoir, à la suite du 2 janvier 56, de l'équipe Mollet, soutenue au début par le PCF, entravée ensuite par l'attitude du PC vis-à-vis de l'Algérie et la prise de position du PCF en faveur de l'intervention soviétique en Hongrie, la classe ouvrière vient de relever la tête et de poser avec force ses revendications.

Nous avons relevé en leur temps les grèves de la fonction publique, comme un signe avant-coureur de ce qui se préparait dans la classe. Surmontant ses divisions internes, la classe ouvrière réalise son unité dans l'action revendicative. Le climat est tel que l'on voit « Force Ouvrière » contraint dans certains secteurs, tel que l'aéronautique, de prendre l'initiative d'un mouvement.

Si la volonté de lutte est grande chez les travailleurs, le spectacle offert par les directions ouvrières traditionnelles est pénible. « Force Ouvrière » contraint par sa base à la lutte contre Mollet, refuse l'unité d'action à l'échelon de ses fédérations. Le Parti socialiste dans « Le Populaire » appelle les syndicats dits « libres » à une meilleure compréhension vis-à-vis d'un gouvernement qui a tout fait pour les ouvriers. Expliquant par la plume de C. Fuzier qu'il ne donnera pas de mots d'ordre aux grévistes, il conserve la plus grande partie de sa première page, aux mesures prises par le gouvernement « socialiste » pour briser effectivement la grève par l'emploi de moyens de transports de fortune.

Ce n'est pas encore pour aujourd'hui que la solution aux difficultés de la classe ouvrière viendra du Parti socialiste si corrompu par l'exercice du pouvoir. La solution, la classe ouvrière l'attend en grande partie de ses organisations les plus puissantes, la CGT, le Parti communiste. Effectivement, les revendications économiques des masses ne peuvent être résolues que par des organisations puissantes, capables de rassembler l'ensemble des travailleurs sur des revendications populaires, de les appeler à la lutte générale!

Tous les mouvements actuels, en s'étendant, ont besoin d'avoir des perspectives révolutionnaires, ils ont besoin d'être coordonnés pour aboutir, car les revendications sont élevées. Ces revendications posent immanquablement les problèmes politiques, ils mettent en cause la gestion de l'Etat qui se fait au profit des capitalistes, ils mettent en cause immédiatement les possibilités économiques de continuer la guerre d'Algérie; le mouvement de la classe ouvrière pour ses revendications pose le problème du pouvoir.

C'est cela que la CGT devrait montrer, c'est cela que le Parti communiste devrait dire, et en le disant, le PCF devrait ouvrir la perspective d'un gouvernement des travailleurs. Malheureusement, la CGT et le PCF sont bien loin de penser à cela, occupés pour les besoins de la diplomatie soviétique, à lutter pour « la détente », pour « la coexistence pacifique » à rechercher des alliés bourgeois susceptibles d'accepter un infléchissement de la politique extérieure française favorable aux thèses de la bureaucratie du Kremlin; ils laissent sans échos les travailleurs qui exigent une politique de classe, une politique qui corresponde aux aspirations des masses.

La situation est favorable à la progression des idées révolutionnaires, cependant « l'Humanité » se borne au rôle d'un quotidien d'informations, au lieu d'avoir les perspectives politiques. Aucun des dirigeants du PC n'a encore pris la parole pour expliquer l'interpénétration des problèmes économiques avec la politique suivie par le gouvernement en Algérie. Les militants communistes doivent remplacer cette absence de ligne politique en prenant eux-mêmes l'initiative d'ouvrir à la classe ouvrière la perspective d'un changement de politique qui ne peut se faire qu'en remplaçant Mollet-Lacoste par un gouvernement au service des travailleurs.

Les trotskystes, au cours de ce mouvement agissent afin que la classe ouvrière coordonne ses luttes, les généralise et pose le problème d'un changement de gouvernement. Les militants de la IV^e Internationale s'emploieront dans cette lutte à se lier davantage aux militants communistes afin qu'ensemble ils entraînent les plus larges masses vers la prise de conscience concrète d'un changement de régime. La voie pour le socialisme passe à travers la revendication transitoire d'un gouvernement ouvrier-paysan qui mettra fin à la guerre d'Algérie en accordant l'indépendance au peuple algérien; qui augmentera les salaires en dirigeant l'économie au profit des travailleurs pour une amélioration constante du niveau de vie des masses.

La doctrine Eisenhower en application

(Suite de la première page)

Très simplement, on partagea la région entre quelques chefs féodaux rivaux et tributaires, sous une forme ou une autre, des finances britanniques. Pour la Jordanie (qui avait alors d'autres frontières et s'appelaient la Transjordanie), les frontières n'avaient aucune signification, les ressources « nationales » étaient nulles, et le budget provenait intégralement d'une subvention du budget britannique. L'armée était commandée par un Anglais qui se faisait appeler Glubb pacha. Au lendemain de la 2^e guerre mondiale et de la création de l'Etat d'Israël, les choses se compliquèrent du fait qu'aux tribus bédouines vinrent s'ajouter plusieurs centaines de milliers de Palestiniens formant la majorité de la population jordanienne. Mais les ressources n'étaient pas accrues d'un penny, le budget dépendait toujours de la Cité de Londres et Glubb pacha commandait toujours la Légion arabe.

Le grand mouvement émancipateur qui ébranle tout le monde colonial, et qui a présent atteint le monde arabe, devait inévitablement en Jordanie prendre un caractère particulier. Il ne pouvait s'agir de se libérer du joug britannique pour une indépendance nationale qui, dans ce cas précis, n'avait pas de sens. Il s'agissait de se libérer de la tutelle britannique pour se rallier aux pays qui se trouvaient en flèche dans la lutte pour la libération de l'impérialisme et pour l'unification des peuples arabes, en l'occurrence l'Egypte et la Syrie.

L'année 1956 vit Glubb pacha mis à la porte de Jordanie, des élections donner une majorité anti-impérialiste et le traité anglo-jordanien dénoncé.

C'est alors que l'impérialisme américain intervint. Il n'est pas vrai qu'il y eut en Jordanie d'intervention directe du gouvernement soviétique ni qu'il y eut un mouvement communiste directement menaçant. Dans l'état actuel des choses — non dans la perspective historique — il ne s'agissait que d'un mouvement nationaliste qui, naturellement devait se tourner du côté de l'Egypte et de la Syrie, en vue d'une unification des pays arabes. Mais cela était trop dangereux pour l'impérialisme américain qui, dans le Moyen-Orient, s'efforce d'endiguer la révolution coloniale montante en s'appuyant sur les chefs féodo-capitalistes, les satrapes orientaux vivant dans un luxe inouï sur les royalties du pétrole de cette région contre des populations plongées dans la misère. Tel était l'objectif des accords avec Ibn Seoud. Telle est la « doctrine Eisenhower ». En Jordanie, cela signifiait appuyer le roi Hussein, l'étayer au moyen de l'Irak et de l'Arabie séoudite, liquider les forces nationalistes indépendantes, afin d'isoler peu à peu dans le Moyen-Orient l'Egypte et la Syrie, afin de s'attaquer séparément ensuite à l'un et à l'autre et y installer des fantoches à la solde de l'impérialisme américain. C'est ain-

si qu'à Washington on comprend la « liberté »!

L'affaire en Jordanie est menée ouvertement, en opposition flagrante à la volonté de la population, en s'appuyant sur des tribus nomades de Bédouins arriérés.

Le mouvement nationaliste, dans ces conditions, ne voit aucun danger dans le gouvernement soviétique; le parti socialiste de la Renaissance arabe qui constitue l'aile gauche la plus forte dans ces pays n'a aucune allégeance stalinienne. A vrai dire, le vrai danger de la part de Moscou pour le mouvement des masses dans ces pays, c'est qu'au lieu de soutenir une vraie politique révolutionnaire, la bureaucratie du Kremlin — là comme dans les autres pays coloniaux — se tourne de préférence vers des sommets bourgeois, pour y passer des compromis, fût-ce aux dépens du mouvement des masses.

Mais, pour l'impérialisme américain, même cette politique de sommets, de combinaisons diplomatiques instables et illusoires en fin de compte, est extrêmement dangereuse, car on ne sait jamais où peut aller un mouvement de masse une fois mis en mouvement. Qu'arriverait-il si cette plaque tournante qu'est le Moyen-Orient, riche en pétrole, devenait vraiment indépendante de l'impérialisme, si la puissance de la révolution coloniale parvenait à l'arracher à l'orbite impérialiste?

Dans la situation actuelle, le gouvernement français à direction socialiste est, là comme ailleurs, à la pointe de la réaction. Nos socialistes encouragent Israël à passer à l'action, avec la bénédiction de tout ce que la France compte comme antisémites. Nos socialistes, pour qui l'Algérie ne forme pas une nation au moment où son peuple verse son sang pour son indépendance, proclament que la Jordanie est une nation dont les « frontières » doivent être respectées. Ce qu'ils reprochent à Washington, ce sont ses finesses, ses manœuvres, au lieu d'une bonne intervention comme au Guatemala: après cela, qui parlerait de la Jordanie et du reste!

Il importe d'attirer l'attention des masses travailleuses sur le Moyen-Orient. Il faut dénoncer toute la propagande fallacieuse des impérialistes, leur « internationalisme » à l'égard du canal de Suez, leur attendrissement sur le sort des Juifs, leur « respect » des pseudo-nations. Derrière tout cela, il y a le pétrole et une région stratégiquement importante pour les relations inter-vailleurs à soutenir le mouvement tre l'URSS. Il faut appeler les travailleurs à soutenir le mouvement d'émancipation des peuples arabes, indépendamment des directions actuelles. La victoire des peuples arabes, ce serait une défaite des impérialistes, une victoire des travailleurs des métropoles impérialistes, un pas en avant sur la voie du socialisme.